

Rapport de la mission de suivi et mise à jour du contexte humanitaire dans la presqu'île d'Ubwari zone de sante de Fizi.

<https://ehtools.org/alert-view/5020> et <https://ehtools.org/alert-view/4603>



Période de la mission : du mercredi 15 novembre au mercredi 22 novembre 2023

Participants à la mission :

- **Organisations nationales** : AIBEF, APDE, APED, ARPS, AVREO, AVUPD, CENEAS et LA FLORAISON
- **Représentants de l'autorité territoriale** : Chef de Groupement de Babwari et Chefs de localités visitées.

1. Contexte et justification

Depuis le début de cette année, le quotidien des populations civiles continue à se détériorer dans certains villages de la presqu'île d'UBWARI en groupement de BABWARI, secteur de MUTAMBALA, littoral sud-est du territoire de Fizi. Cette situation est consécutive à la continuité des activités des groupes armés dans cette zone. Les acteurs de la société civile locale et quelques observateurs ne cessent d'alerter sur l'implication des membres de ces groupes armés des cas d'assassinats, d'arrestations arbitraires, des interpellations, d'extorsions et pillages des biens des populations civiles. La récurrence de ces violences pousse quelques habitants au déplacement vers des zones jugées sécurisées. Ce déplacement concerne plus les habitants des collines surplombant cette presqu'île.

C'est dans ce contexte prescrit que les organisations membres du Forum des ONG nationales de Baraka-Fizi en collaboration avec l'équipe OCHA Baraka, ont organisé une mission de suivi et de mise à jour de la situation humanitaire dans cette partie du territoire de Fizi.

2. Accessibilité géographique de la zone visitée

Le groupement de Babwari est composé de sept grandes localités (Aires de Santé) constituées de plusieurs villages. Ces localités sont BUMA, DINE, KATENGA, MWAYENGA, NEMBA, RUBANA et SOME. Cette mission a eu dans les localités BUMA/LOBILO, DINE, KATENGA, MWAYENGA, RUBANA et SOME. Ces localités sont accessibles par voie lacustre (canot rapide et/ou pirogue motorisée).

3. Accès humanitaire et acceptation communautaire

Les localités visitées sont contrôlées par les forces congolaises de défense et sécurité qui assurent la sécurité et protection des populations civiles. Les entretiens avec les dirigeants locaux et leurs leaders communautaires ont laissé entendre la présence des miliciens armés aux environs de ces localités. Cette présence nécessite des actions communautaires pour mieux assurer la protection des opérations humanitaires.

4. Couverture en réseau de téléphonie mobile.

La zone de la mission est une couverture limitée en réseau de téléphonie mobile (Vodacom). Ce réseau fonctionne de manière aléatoire dans certaines localités.

5. Objectif de la mission

L'objectif de cette mission a été de suivre et mettre à jour le contexte humanitaire dans quelques localités de la presqu'île d'Ubwari. Ces localités sont des zones d'accueil des personnes déplacées. Cette mission a permis de procéder à la vérification du nombre de ces personnes internes, l'évaluation de l'assistance dont elles ont urgemment besoin pour des actions de plaidoyer humanitaire.

6. Méthodologie

- Descente sur terrain,
- Entretiens en bilatéral et/ou collectif avec les personnes ressources et informateurs clés (dirigeants locaux, leurs leaders communautaires, différents membres des structures citoyennes locales, etc.
- Focus group avec les personnes déplacées et familles d'accueil dans les villages visités sur base d'un échantillon aléatoire,
- Observation directe de la situation sur le terrain.

7. Principaux constats et résultats de la mission

7.1. Mouvement de population

- Au moment de la mission, la présence des personnes déplacées a été observée et vérifiée dans les 7 localités visitées. Ces personnes déplacées sont de deux vagues : de décembre 2022 à septembre 2023 et de Septembre à novembre 2023.
- Ces personnes déplacées se trouvent dans les différentes familles d'accueil avec des vulnérabilités multiples en raison notamment du faible capacité opérationnelle au niveau local. Ces vulnérabilités couvrent les secteurs clés dont les plus urgents sont les vivres, non vivres, eau potable et relance des activités agricole et de pêche.
- Lors des entretiens non structurés avec ces personnes déplacées, aucune d'elles n'a envisagé le retour dans les prochains jours en raison de la persistance des facteurs d'insécurité aux zones de de provenance et/ou d'origine. Il est donc plausible que la présence de ces personnes déplacées pourrait perdurer. Ce qui laisse penser que ces effectifs pourraient augmenter après la mission.



Synthèse de la présence des personnes déplacées dans les localités visitées							
#	Village	Groupement	Secteur	Période d'arrivée			
				Décembre 2022 à Août 2023		Septembre à Novembre 2023	
				Ménage	Personnes	Ménage	Personnes
1	Dine	Babwari	Mutambala	00	00	75	452
2	Karamba	Babwari	Mutambala	167	1007	59	358
3	Katenga	Babwari	Mutambala	494	2965	20	121
4	Lobilo	Babwari	Mutambala	79	476	41	248
5	Mwayenga	Babwari	Mutambala	96	576	1007	6042
6	Rubana	Babwari	Mutambala	37	222	20	125
7	Some	Babwari	Mutambala	724	4344	1005	6030
Total				1598	9590	2230	13376

7.2. Besoins sectoriels

7.2.1. Abris et articles ménagers essentiels

La mission a visité quelques ménages des personnes déplacées et familles d'accueil. Lors de cette visite, il a été noté des besoins critiques en abris et articles ménagers essentiels. Ces personnes déplacées ont des difficultés d'accéder à ces articles non alimentaires en raison de faibles capacités financières. Pour préparer leurs aliments, les personnes déplacées internes utilisent les ustensiles de cuisine des familles d'accueil. En termes d'abris, la moyenne de taille de ménages déplacés varie entre 6 et 8 personnes,

entraînant des difficultés en termes de logement du fait du manque d'espace suffisant pour tout le monde. Cette situation est à la base de la promiscuité observée dans les familles d'accueil.

Recommandation

- Distribution des articles ménagers essentiels aux personnes déplacées,
- Distribution des Kits d'hygiène intime aux femmes et filles en âge de procréation,
- Appui en abris transitionnels pour les ménages déplacés.

7.2.2. Eau, Hygiène et Assainissement

Lors des visites dans la zone, les membres de la mission ont observé des faibles capacités d'approvisionnement en eau potable. Les habitants consomment les eaux du lac et des rivières avec des risques élevés des maladies d'origine hydrique. Des toilettes ont été détruites par la montée des eaux du lac Tanganyika. La grande partie de la population recourt au lac pour la défécation. Cette situation est également visible dans les écoles, voire dans certaines formations sanitaires locales. La défécation à l'air est de plus en plus une pratique courante.

Recommandation

- Appuyer la construction et la réparation des latrines familiales et communautaires ;
- Construire et réparer les sources de captage d'eau et bornes fontaines endommagées ;
- Construire les blocs des latrines dans des écoles et formations sanitaires, séparées selon le sexe et le statut.
- Installer les dispositifs de lavage des mains dans des écoles ;
- Installer les sites de chloration d'eau ;
- Doter les formations sanitaires et écoles en kits WASH, kits d'entretien et nettoyage des latrines, kits d'entretien environnemental.

7.2.3. Education

Au cours de cette visite, l'équipe en mission a noté des besoins en éducation. C'est notamment le manque de kits scolaires pour les élèves et enseignants, des matériels didactiques, etc. Le risque de noyade d'enfants qui se déplacent d'un village à l'autre pour aller à l'école est très élevé. Certaines écoles organisent des succursales pour pallier le problème des distances des enfants, malheureusement ces enfants étudient sous les manguiers. Par exemple, l'EP.KILIZA dispose une structure de 6 classes et organise la succursale à Tchangwena où les enfants étudient sous les manguiers. Les écoles visitées sont construites en dobe (semi durable) et ne répondent pas au standard minimal. Certaines écoles organisent les structures de 6 classes avec moins de classes pour accueillir les enfants, par conséquent, ces écoles font recours aux maisons de particuliers pour combler les GAP. A titre illustratif, EP. KALAMA 2 dispose 5 classes, EP.KILIZA dispose 3 Classes, EP.KISESA dispose 3 classes. Pas des blocs de latrines et des dispositifs de lavage des mains dans des écoles. Selon les estimations des responsables scolaires et les leaders communautaires, environ 418 enfants n'ont pas accès à l'éducation faute des fournitures scolaires sur toute la zone évaluée.

Recommandation

- Distribuer les Kit/fournitures scolaires aux élèves ;
- Distribuer le kit enseignants, kit récréatif et le kit didactique aux écoles ;



- Former les enseignants sur l'éducation en situation d'urgence ;
- Appuyer la construction des certaines écoles ;
- Mettre en place un programme de rattrapage scolaire et le renforcement des capacités des enseignants ;

7.2.4. Protection et risques de protection

Dans la zone visitée, la protection des civils est assurée par la forces congolaise des défenses de sécurité. Les dirigeants locaux ont déclaré aux membres de la mission que cette protection ne pose pas des problèmes. Malgré cette assurance des dirigeants locaux, les localités visitées continuent à enregistrer des cas d'incidents de protection commis par des personnes présentées différemment, soit des éléments de l'armée congolaise, soit les combattants des groupes armés, soit des individus armés non identifiés. A la suite des arrivées des personnes déplacées, plus de 500 enfants sont victimes d'exploitation socioéconomique en raison de leur implication dans les activités de pêche.



La grande partie de ces enfants est issue des familles déplacées. Ces enfants contribuent à la survie de leurs différentes familles et se retrouvent hors système scolaire. Durant la même période, une vingtaine de cas de noyades d'enfants a été documentée. Dans d'autres localités (telles que Dine, Muzimu, etc.), il a été fait état des enfants non accompagnés et enfants auto-démobilisés. L'absence de mécanisme communautaire de protection contribue à la détérioration de la situation de l'enfant dans cette presqu'île. Des cas de viols et d'agression sexuelle ont également été signalés lors des entretiens semi-groupés. Plus d'une vingtaine de cas documentés à Katenga. Les auteurs restent des inconnus. Lors des entretiens séparés, les femmes ont déclaré des cas des agression physique, les mariages précoces et forcés, les violences psychologiques et les dénis des ressources. Elles craignent de dénoncer ces cas et d'en parler ouvertement par peur de représailles et stigmatisation.

Recommandation

- Réaliser une évaluation approfondie du secteur de protection.
- Nécessité de la présence des acteurs de protection, membres du Cluster Protection, pour renforcer le monitoring des incidents, la mise en place des activités de prévention et de réponse ainsi que la collecte des données et la documentation des incidents et violation de droits humains, la protection de l'enfant en situation d'urgence, également les activités de LTP.

7.2.5. Santé et nutrition

Dans les localités visités, les habitants éprouvent d'énormes difficultés à accéder aux soins de santé de qualité. Cette situation s'est aggravée avec l'arrivée des personnes déplacées occasionnant des nouveaux besoins en soins et dépassant les capacités locales. Lors du passage dans les formations sanitaires, il a été signalé une montée des cas de choléra et de malnutrition depuis l'arrivée des personnes déplacées. Au moment de la visite, 43 cas de choléra ont été notifiés à Rubana et deux décès enregistrés à Katenga. D'autres cas de choléra ont été signalés à Dine, Lobilo et Mwayenga.

14 cas de choléra avaient été référés au CTC Baraka par l'Aire de Santé de DINE pendant la période du 15 Octobre au 17 Novembre 2023. 26 cas de choléra signalés à MWAYENGA au courant de la semaine épidémiologique 43eme à 45eme. Comme mesure de réponse à la montée des cas, La zone de santé avait installé deux sites de chloration d'eau à LOBILO.

Recommandation

- Mener un plaidoyer auprès des autorités sanitaires pour un appui global en soins de santé primaires

7.2.6. Sécurité alimentaire et moyen de subsistance

Les localités visitées se trouvent dans la Zone de santé de Fizi qui est en Phase 3 de l'IPC 2022. La situation de sécurité alimentaire reste préoccupante avec la présence des personnes déplacées. Ces dernières pèsent lourdement sur les maigres ressources alimentaires des populations hôtes. Lors des entretiens avec les communautés, il a été noté que la majorité des habitants pratique l'agriculture et la pêche d'autosuffisance alimentaire. Les personnes déplacées rencontrent des difficultés pour l'accès à la nourriture. Les personnes déplacées font le travail pour la nourriture auprès des ménages hôtes en vue d'assurer leur survie. La possession des terres et des intrants agricoles demeure un grand souci pour les personnes déplacées.

Recommandation

- Appui en intrants et outils aratoires pour relancer les activités de production agricole
- Assistance alimentaire d'urgence pour soulager la situation critique de l'insécurité alimentaire des familles déplacées et leurs ménages hôtes
- Organiser une évaluation sectorielle approfondie pour déterminer les besoins réels

LISTE DE QUELQUES INFORMATEURS CLES

Nom & post-nom	Fonction	village	Téléphone
KATAMYA KISESA MVANO	chef de groupement	SOME	0990646234
BYAMUNGU KAMANA	Coordonnateur de la nouvelle société civile	KARAMBA	0817009586
KIZA BALERE	Président de la jeunesse	KARAMBA	0812654794
GASPARD FAIZI	Responsables de poste de santé d'Etat	KARAMBA	0821922526
KAFIZI MASHKURA	Chef de village	RUBANA	0814398635
MAURICE AMISI	Chef de village	LOBILO	+255757402994
M'SA JOSEPH	Infirmier Titulaire	KATENGA	0814462656
FERDINAND	Infirmier Titulaire	DINE	0990964405
BULULA BULULU	Infirmier Titulaire	MWAYENGA	0817462004
IBRAHIM KITAMBALA MWESA	Chef de village	DINE	0830765448
MAKOLOLO MULANGALIRO	Président IDPs	SOME	0993982936
ILANGA ISAMBILO OFFICIER	Chef de village	MWAYENGA	0977623734
AMIDA ISSA	Maman genre	MWAYENGA	0891442376

LISTE DES MEMBRES DE LA MISSION

n°	nom et post-nom	organisation	fonction	Contacts
1	NGUNDA Gervais	AVUPD	Point focal	ngundagervais@gmail.com +243817356604
2	NGWASI Pascal	AVREO	Agent IDTR	pascalkadaga@gmail.com avreo64@gmail.com +243975222576
3	MAKENGO Moise	CENEAS	Assistant Chef Projet	Moisemata16@gmail.com +243823285013
4	BAMOSHA Serge	ARPS	Officier Secu Terrain	sergebamosha@gmail.com +243820185454
5	MUKANDAMA Pacifique	AIBEF	Point focal	pacifiquemukandamakiza93@gmail.com +243814283281
6	DJUMAPILI Djimi	LA FLORAISON	Chargé de Programme	cpfloraison@gmail.com djimifaliala20@gmail.com +243820327312
7	MWENEBITO Henry	FECONDE	Superviseur Terrain	knorrasukulu@gmail.com wamsafirihenri76@gmail.com +243826184682
8	MASUNGA Francois	APES-RDC	Point Focal Protection	masungafrancois809@gmail.com +243816025332
9	MUSEKE Benjamin	APDE	Assistant programme	apdeasbl@gmail.com +243817947432